

CADRE MACROECONOMIQUE DE LA CENTRAFRIQUE

Généralités

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé qui s'étend sur 623 000 km². Son climat est de type équatorial, caractérisé par une pluviométrie importante. Les pays limitrophes de la RCA sont le Soudan par le nord-est, le Sud du sud Soudan à l'est, la République du Congo par le sud-ouest, le Cameroun à l'ouest, et le Tchad au nord. Le pays dispose de beaucoup de cours d'eau (Oubangi, Chari, Logone, Membere, etc.).

La RCA compte 5 millions d'habitants, dont plus de la moitié vit en zone urbaine. L'espérance de vie à la naissance est de 48 ans, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 173 pour 1000 naissances vivantes, le taux d'alphabétisation des adultes se situait à 48,6 % en 2010.

Après une année 2013 très difficile en raison des troubles politiques et sociaux qui ont débouché sur l'insécurité dans tout le pays, le cadre macroéconomique de la RCA en 2014 reste dégradé : reprise modérée de l'activité, déficit budgétaire et du solde courant, forte inflation.

Evolution de la production et de l'inflation en 2014

a- Redémarrage timide de l'activité

L'activité des entreprises a redémarré faiblement dans un climat d'incertitude, permettant une croissance du PIB de 1,0 % après l'effondrement (de - 36,7 %) enregistré en 2013. L'essentiel de la croissance a été généré par les branches du secteur tertiaire qui y ont contribué pour 5,4 points et, dans une moindre mesure, par les celles du secondaire pour 0,2 point. En effet, le secteur tertiaire a bénéficié de la bonne tenue des « services non marchands » sous l'influence des branches transports et communications. Pour sa part, le secteur secondaire a enregistré une légère amélioration des BTP et de la production manufacturière tirée par l'agro-industrie et la métallurgie.

En revanche, l'activité dans le secteur primaire est restée morose. La reprise de la production et l'exportation du bois a été modérée, à cause des difficultés structurelles auxquelles la filière continue de faire face, de l'insécurité sur les axes de transport y compris dans les zones de production, ainsi que l'annulation des carnets de commande.

Du côté de la demande, la croissance du PIB provient essentiellement de la hausse de la dépense intérieure, notamment les quelques investissements publics soutenus par les partenaires au développement. En revanche, la hausse des importations de produits de première nécessité a pesé négativement sur la croissance.

b- Forte hausse des prix à la consommation des ménages

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages, s'est établie à 17,8 % en moyenne annuelle contre 4 % en 2013. Cette augmentation des prix découle essentiellement de la destruction de l'offre agricole et de la déstructuration des

circuits de commercialisation des produits manufacturés. Cette situation se traduit par des pénuries chroniques des produits alimentaires.

Détérioration des finances publiques

Les graves troubles qui ont secoué la RCA au cours des dernières années et l'insécurité qui en résulte ont plombé les finances publiques.

Les recettes totales sont baissées de 4,0 % pour s'établir à FCFA 41,5 milliards du fait de la contraction des recettes fiscales, malgré la légère progression des recettes non fiscales.

De leur côté, en raison de la réduction des dépenses sur biens et services, ainsi que de celles relatives à l'investissement, les dépenses totales ont reculé de 12,5 % pour se situer à FCFA 97,9 milliards après FCFA 111,9 enregistrés en 2013. Les dépenses en capital ont diminué de 19,2 % pour se situer à FCFA 10,3 milliards, principalement à cause de la baisse des dépenses d'investissement financées par ressources extérieures.

En conséquence, l'exécution budgétaire s'est traduite par un déficit budgétaire de base¹ de 6,8 % du PIB contre - 9,5 % du PIB en 2013.

Dégradation de la balance des paiements et maintien de la viabilité de la dette

Le déficit des transactions courantes s'est davantage détérioré en relation avec l'aggravation des déficits des balances des biens et des services du fait de la diminution des exportations, mais surtout de la hausse des importations en rapport avec l'assistance humanitaire et sécuritaire.

Par ailleurs, l'excédent du compte de capital et d'opérations financière s'est consolidé pour atteindre FCFA 67,7 milliards, à cause principalement de la hausse des dons-projets en faveur des administrations publiques.

Les évolutions décrites ci-dessus ont induit un solde globale de paiements déficitaire de FCFA 32,6 milliards contre FCFA + 9,3 milliards en 2013. Cet excédent a été utilisé pour reconstituer les réserves officielles.

En matière de dette publique, l'analyse de viabilité de la dette (AVD) de la RCA réalisée par le FMI et la Banque mondiale en juin 2014 montre que l'endettement s'est aggravé, notamment à cause de la chute de la production et des exportations.

¹ . Solde budgétaire de base = recettes totales (hors dons) – dépenses courantes - dépenses en capital sur recettes propres. C'est un critère de convergence multilatérale dans la CEMAC.

Tableau 1 : Indicateurs de dette (en %)

	Seuils	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	2033
VA de la dette extérieure/PIB	30	16,2	19,2	17,7	15,8	14,4	13,5	135	8,3
VA de la dette extérieure/Exportations	100	179	226,6	207,3	185,9	172	161,4	67,3	23,0
VA de la dette extérieure/Recettes	200	284,1	297,9	93,3	80,1	71,1	65,6	49,8	28,7
Service dette extérieure/exportations	15	11,7	14,1	19,0	20,8	14,7	12,7	3,5	1,6
Service dette/recettes totales	18	18,6	18,5	8,5	9,0	6,1	5,2	2,6	2,1

Source : FMI et Banque mondiale, Analyse de la viabilité de la dette.

Cependant, la dette de la RCA reste soutenable à moyen terme, dans la mesure où l'évolution à moyen terme de tous les ratios de dette rapportés à la capacité de remboursement (PIB, exportations et recettes) se situe en dessous des seuils requis. Toutefois, le FMI et la Banque mondiale notent que **le risque de surendettement est passé de « modéré » à « élevé »**, parce que la RCA reste très vulnérable aux chocs sur les termes de l'échange. Il ressort également de l'AVD que pour les emprunts futurs, la RCA devrait continuer à privilégier les prêts concessionnels et appliquer une politique budgétaire prudente à moyen terme.

Situation monétaire

L'évolution des principaux agrégats monétaires au 31 décembre 2014 a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets², un accroissement du crédit à l'économie et une progression de la Position Nette du Gouvernement³.

Les avoirs extérieurs nets ont nettement progressé pour atteindre FCFA 28,5 milliards. En outre, le crédit à l'économie a augmenté de 7,3 % pour atteindre FCFA 120,2 milliards, en rapport avec la hausse des créances en souffrance et des provisions constituées par les banques pour les risques d'impayés.

En conséquence de l'évolution des agrégats ci-dessus, la masse monétaire a augmenté de 4,5 % pour atteindre FCFA 120,2 milliards au 31 décembre 2014.

Critères de surveillance multilatérale

Le Cameroun a respecté les quatre critères de surveillance multilatérale établis par la CEMAC :

- Solde budgétaire de base (> 0) : 5,8 % du PIB
- Taux d'inflation annuel moyen (< 3 %) : 17,8 %
- Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (< = 70 %); 55,3 %

² . Avoirs extérieurs nets : créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

³ . Position Nette du Gouvernement (PNG) = Dettes du Trésor après du système bancaire – créances du Trésor sur les banques. Par convention, une PNG créditrice est précédée du signe (-) alors qu'une PNG débitrice est précédée d'un signe (+).

- Arriérés de paiement (=0,0) ; accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et intérieurs sur la gestion courante : FCFA10 milliards.

Perspectives économiques pour 2015

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2015 sont conditionnées par le retour progressif des conditions sécuritaire, la poursuite du soutien des bailleurs de fonds, la levée progressive de l'interdiction de l'exportation du diamant au titre du processus de Kimberley. Si ces risques sont mitigés, les perspectives seraient marquées par la progression de l'activité économique de l'ordre de 6,0 % soutenue par le secteur primaire (exploitation du diamant, redressement de la production des grumes, reprise de la production agricole), par les principales branches du secteur secondaire (production agro-industrielle, BTP grâce au programme de reconstruction) et les services marchands (transports, communication).

Au niveau des finances publiques, les réformes des finances publiques, perturbée par les crises sociopolitiques à répétition devraient connaître un début de mise en œuvre. Toutefois, les finances publiques ressortiraient déficitaire à 15,1% du PIB en 2015 contre 6,8% du PIB en 2014.

Du fait de l'augmentation des importations des produits alimentaires et manufacturés, le déficit des transactions courantes devrait se creuser davantage pour atteindre 13,4 % du PIB

Relations avec la BDEAC

En matière de financement des investissements, les relations entre la BDEAC et la RCA sont en nette amélioration. Depuis la reprise des financements en 2003, les concours de la BDEAC en faveur de la RCA se chiffrent à FCFA 6.812 millions pour six (6) opérations dont quatre études. Les interventions de la BDEAC concernent essentiellement les infrastructures, les télécommunications, l'immobilier et services